

# Prisonnier de son passé sanglant

## Le Zimbabwe

● ● ● **Oskar Wermter s.j.**, Harare  
Journaliste

Lorsqu'en 1890, Cecil John Rhodes et ses pionniers occupèrent le pays situé entre le Limpopo et le Sambèze, il y eut bien un accord avec Lobengula, le roi du Matabélé,<sup>1</sup> mais ce sont finalement les armes à feu qui donnèrent l'avantage aux nouveaux maîtres.

Le soulèvement des Matabélés, puis celui des Mashonas dans les années nonante (célébrés aujourd'hui comme la « première guerre de libération ») ont été réprimés par l'armée. La population noire a supporté cette « pacification » un demi-siècle durant, jusqu'à ce que les leaders noirs - non pas les descendants des anciennes tribus, mais les jeunes activistes éduqués dans les écoles des Missions - appellent à la résistance.

1 • Mzilikazi, le père de Lobengula, avait pénétré avec ses troupes dans l'actuel territoire du Zimbabwe et avait installé une sorte d'État militaire dans le sud-est du pays (autour de la capitale Bulawayo), après avoir été refoulé d'Afrique du Sud par le Zoulou Chaka. Les colons ont reconnu le roi du Matabélé comme seigneur de la population originaire du Mashonaland. Aujourd'hui, les Mashonas, qui représentent environ 80 % de la population, dominent la politique du pays. Les tensions ethniques sont jusqu'à ce jour un facteur politique.

2 • **Catholic Commission for Justice and Peace in Zimbabwe and the Legal Resources Foundation**, *Breaking the Silence. Building True Peace. A Report on the Disturbances in Matabeleland and the Midlands, 1980-1988*, Février 1997, 260 p.

Du moment que les colons blancs avaient déclaré que la Rhodésie (ancien nom du Zimbabwe) était « Le pays des Blancs » et qu'ils refusaient aux Africains tout droit politique, la « deuxième guerre de libération » (1972-1980) était inévitable. Elle coûta la vie à près de 60 000 personnes. Les deux camps se sont livrés à d'incroyables cruautés. L'actuel gouvernement de Mugabe n'en finit pas de célébrer les héros de cette guerre de libération.

Le gouvernement de coalition de Josua Nkomo et de Robert Mugabe, les chefs des deux mouvements de libération, s'est disloqué peu après la prise de pouvoir. Les partisans de Nkomo, pour la plupart des Matabélés qui continuaient à lutter pour le pouvoir, ont été repoussés sans pitié par l'armée de Mugabe. Si ces affrontements sanglants, qui ont coûté la vie à près de 20 000 civils, sont bien connus,<sup>2</sup> ils ne sont pas du tout réglés.

## Violence, sans révolution

Le Zimbabwe est tributaire d'un héritage historique lourd de violence et de tyrannie. Arrivés au pouvoir par la violence, les dirigeants actuels recourent aux armes dès qu'ils voient leur pouvoir menacé. Depuis 1999, il existe une oppo-

politique

*L'actualité du Zimbabwe est marquée par « trois guerres de libération ». L'héritage de la violence subsiste et le gouvernement de Robert Mugabe continue à jouer sur la corde de la lutte anti-colonialiste, alors même que la révolution promise n'a pas eu lieu. L'économie est en déroute, les injustices foisonnent. Comment l'Eglise peut-elle se situer dans un tel climat, prendre position sans risquer de mettre en péril ses œuvres sociales ?*

sition digne de ce nom : Mugabe a été battu lors de la consultation populaire sur la nouvelle constitution, et le Mouvement pour un changement démocratique (Movement for Democratic Change - MDC) a presque remporté les élections parlementaires de 2000.

Face à ces signaux d'alarme, Mugabe et ses partisans ne réagissent pas en politiciens mais en « combattants de la libération ». D'où la troisième « guerre de libération ». Comme autrefois, les adversaires sont les Blancs du pays et le gouvernement britannique. Les grands fermiers blancs, protégés par l'opposition, ont été chassés du pays à coups d'occupations violentes ; la jeunesse, nourrie d'idéologie anti-néo-colonialiste par le Service national de la jeunesse, est organisée en commandos qui terrorisent les éventuels électeurs de l'opposition. Une propagande massive et quotidienne, orchestrée par Mugabe, laisse entendre à la population que le gouvernement britannique veut ramener le Zimbabwe au rang de colonie.

Du point de vue idéologique, les ex-révolutionnaires vivent encore dans le climat de la guerre du bush et s'imaginent être à nouveau confrontés au colonialisme. De fait, ils n'ont jamais été de vrais révolutionnaires ; ils n'ont apporté aucun changement. Au lieu de substituer un Zimbabwe libre et démocratique à une Rhodésie à moitié fasciste, ils se sont contentés de changer les étiquettes et de s'asseoir dans les fauteuils de leurs prédécesseurs. Les lois draconiennes qui garantissaient la « sécurité nationale » sont restées en vigueur après l'indépendance du pays (1980) et ont été remplacées très récemment par des ordonnances encore plus restrictives. Ian Smith avait fait de la radio un instrument de propagande. Sous Mugabe, les médias, la radio et la télévision surtout, sont devenus un monopole du

régime. Le seul journal indépendant a été écrasé et la justice est de plus en plus compromise par des jugements « politiques ».

Depuis le changement de constitution en 1987, le président peut gouverner sans tenir compte du parlement. La division des pouvoirs, de plus en plus concentrés entre les seules mains de Mugabe, est menacée. Contrairement à son grand voisin sud-africain Nelson Mandela, il fait fi du droit et de la légalité pourvu qu'il se maintienne au pouvoir. « Les rebelles cherchent à prendre la place des dirigeants qu'ils ont chassés, tandis que les révolutionnaires cherchent à bâtir un nouvel ordre social. » Comme l'a bien montré Dieter B. Scholz s.j., la révolution n'a pas eu lieu.<sup>3</sup>

## Economie en chute

Les jeunes, plus du 50 % de la population, n'ont pas vécu la guerre des années '70. Pour eux, tout cela n'est que de l'histoire. Ce qu'ils veulent, c'est une formation, des places de travail, des chances de promotion et un style de vie moderne, toutes choses que ne leur offre pas le Zimbabwe « anti-colonialiste et anti-impérialiste », parce que les anciens combattants ne cessent de sacrifier l'équilibre économique à leur soif de pouvoir.

La dévaluation a commencé en 1997, lorsque Mugabe s'est mis à faire des cadeaux aux vétérans de la guerre de libération dans le but de se les attacher

3 • *Robert Mugabe : revolutionary or rebel ?* In « Zimbabwe - The Past is the Future, Rethinking the Land, State and Nation in the Context of Crisis », edited by **David Harold-Barry s.j.**, Weaver Press, Harare, Zimbabwe 2004. Scholz et Harold-Barry travaillent à Silveira House, le centre de formation social des jésuites du Zimbabwe.

politiquement ; ces dépenses n'avaient pas été prévues dans le budget de l'Etat. Actuellement, les promesses d'argent pour motifs électoraux, semblables à celles faites autrefois aux prisonniers politiques, ont réduit à néant les efforts de la Banque centrale pour maîtriser une inflation de 400 % à 500 %.

Le chômage atteint 70 %. Trois millions de citoyens, la plupart du temps des jeunes, ont quitté le pays pour rejoindre comme « réfugiés économiques » l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Angleterre, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande, où ils vivent dans l'illégalité, exploités et mal payés, molestés et expulsés par la police sud-africaine et les autorités. C'est ainsi que le Zimbabwe perd de précieuses forces de travail, en particulier des médecins, des infirmières, des enseignants et des techniciens.

Chaotique, la redistribution du sol n'a pas créé de nouvelles places de travail ni stimulé l'économie comme le gouvernement l'avait promis, mais elle a gravement nui au respect du droit et des lois et entraîné beaucoup d'insécurité juridique. Car, après tout, à qui appartiennent ces terres ? Une fois encore, les petits paysans ont été écartés pour laisser la place aux fonctionnaires ; la redistribution du sol ne profite qu'à l'élite au pouvoir.

« Le pays c'est l'économie, et l'économie c'est le pays », proclame un stupide slogan de la propagande. Sans connaissances techniques, sans investissements et sans un dur labeur, les terres dorment et ne nourrissent pas le pays. Des céréales que l'on exportait autrefois sont aujourd'hui importées et les devises nécessaires manquent.

## Liens avec l'Eglise

Robert Mugabe, qui a grandi dans l'Eglise catholique - son père était employé dans une Mission - a bien compris qu'il fallait se ménager les sympathies de certains cercles ecclésiastiques. Sitôt l'indépendance, rassurée par les affirmations répétées que son marxisme africain n'était pas antireligieux, l'Eglise lui a témoigné beaucoup de bienveillance. Un premier affrontement a eu lieu en 1983, lorsque les évêques ont stigmatisé les atteintes aux droits de l'homme perpétrées durant la guerre civile du Matabélé par la nouvelle armée de Mugabe.

De nombreux hommes d'Eglise indigènes ont de la difficulté à prendre leurs distances par rapport au gouvernement et au parti. « Certes, ils commettent des fautes, mais finalement c'est quand même notre gouvernement. »

Pour ceux qui sont encore traumatisés par l'apartheid, Mugabe, tout arrogant et aveuglé qu'il soit, reste le héros qui a mis fin au régime de Ian Smith. Il leur manque une tradition démocratique et des critères de comparaison qui leur permettraient de rappeler les détenteurs du pouvoir à leurs responsabilités.

Quant aux critiques émises par les collaborateurs étrangers au nom de la solidarité africaine, elles sont acceptées de mauvaise grâce. L'Eglise ne doit pas prendre parti, son rôle est d'être médiatrice et de travailler à la paix.

De fait, aujourd'hui comme à l'époque de la Rhodésie, l'Eglise catholique, qui gère 130 écoles et plus de 50 hôpitaux, est bien obligée de rester en contact avec le gouvernement si elle veut continuer à servir le peuple du Zimbabwe au niveau de l'éducation et de la santé. Pour le simple prêtre qui vit seul à la campagne où l'Etat et le parti unique de Mugabe sont tout-puissants, il serait dangereux de critiquer le régime.

Des prêtres isolés et des religieux ont été agressés physiquement et les blessures corporelles et les meurtres sont le pain quotidien de la vie politique au Zimbabwe. C'est ainsi que les personnes qui travaillent dans l'Eglise et qui assument des services sociaux ou ecclésiaux vivent au quotidien une véritable guerre des nerfs.

Trois responsables d'Eglises - l'évêque auxiliaire catholique Patrick Mutume, l'évêque anglican Sebastian Bakare et l'évêque évangélique Manhanga - ont tenté de jouer les médiateurs entre le parti de Mugabe et l'opposition et d'encourager un vrai dialogue. L'Afrique du Sud y met beaucoup d'espoir. Malheureusement, jusqu'à présent, le manque de volonté de dialogue de la part de Mugabe - capable de monologuer sans fin mais incapable d'écouter et intellectuellement figé - a condamné à l'échec cette louable tentative. Le gouvernement a reproché aux ecclésiastiques de prendre le parti de l'opposition. Manifestement, il n'est pas possible de rester parfaitement neutre et de se tenir à égale distance des deux extrêmes.

Dans les années '80 déjà, les évêques catholiques avaient exposé dans leurs lettres pastorales les principes d'une réforme agraire raisonnable et possible. Si le gouvernement avait poursuivi la réforme agraire des débuts, financée par l'Angleterre, qui se déroulait selon le droit, le pays bénéficierait aujourd'hui d'une répartition des terres plus juste et d'une agriculture qui fonctionnerait.

## Le sang, encore

Alors que pour un gouvernement la démocratie est l'art de gérer les conflits sans recourir à la violence ni verser le sang, les bandes des prétendus anciens combattants de la liberté, qui ont occu-

pé les fermes avec violence, ont prouvé qu'on n'avait pas réussi durant l'après-guerre à passer de la violence sauvage au débat électoral. L'Eglise ne cesse de mettre en garde contre la violence et contre tout ce qui y conduit, comme, par exemple, les propos pleins de haine des médias fidèles au régime. Le Zimbabwe est un bon cas de figure pour montrer combien la haine et les discours qui l'alimentent sont capables d'anéantir des personnes et même de les éliminer physiquement. Dans leur dernière lettre pastorale, les évêques donnent une bonne leçon de démocratie, mais ils craignent que beaucoup de sang ne coule d'ici les élections de mars 2005.

La violence entre rivaux fait rage jusque dans les rangs du parti majoritaire. Pour l'instant, Mugabe maintient encore l'unité du parti, mais lorsque cet octogénaire se retirera, il se pourrait bien que le parti explose entre les diverses factions qui se combattent. Au cas où, en dépit des fortes manipulations du gouvernement, l'opposition gagnerait les élections, une intervention de l'armée aux ordres de Mugabe serait à craindre.

Les démocrates respectent leurs adversaires sans les considérer comme des ennemis mortels, par contre, les adversaires de Mugabe sont accusés d'être des traîtres aux ordres de l'Angleterre, des ennemis de la patrie. Rien d'étonnant alors à ce que ces « traîtres et ennemis » ne soient liquidés au cours de cette « troisième guerre de libération ». C'est la guerre, et le sang coule.

L'archevêque de Bulawayo, Pius Ncube, un des signataires de la lettre pastorale, attaque personnellement Mugabe et n'hésite pas à parler des souffrances des habitants du Matabélé dont il est témoin. Pour lui, les morts de la guerre civile de 1982-1987 ne sont pas encore vengés. Sa cathédrale, à Bulawayo, a été la scène d'affrontements entre chré-

tiens de diverses Eglises et agents secrets du régime. Le deuxième évêque de langue ndebele, Robert Ndlovu, dont la récente nomination comme archevêque de la capitale Harare a été une surprise, a défendu clairement, lors de son entrée en fonction, le rôle et le devoir de l'Eglise dans la défense des droits de l'homme. Tout le monde l'a compris, seul le président, qui était présent, s'est montré irrité.

Les Eglises parlent à plusieurs voix. Avec les mouvements citoyens, elles protestent contre une nouvelle loi, adoptée par le Parlement le 10 décembre dernier, qui cherche à museler les ONG en visant surtout les personnes actives dans la défense des droits de l'homme et qui milite en faveur d'une attitude responsable. Le vrai combat pour la liberté n'est pas encore terminé.

## Terreur, mensonge, injustice

Sœur MM est responsable de 450 orphelins et de leurs parents adoptifs. Récemment, elle a pu acheter dans une petite ville des environs une cargaison de maïs, la nourriture de base du pays. Sur le chemin du retour, le camion a été intercepté par des « vétérans de la guerre ». Protégés par l'Etat, les voleurs prétendaient confisquer la cargaison pour eux. Après plusieurs heures, la sœur MM, qui était du voyage, a réussi à entrer en contact avec un haut fonctionnaire du Ministère qui est intervenu en sa faveur auprès de la bande et a obtenu la libération du chargement. Tout cela a duré toute la nuit. Une belle perte de temps et d'énergie.

Il y a peu, une station de l'aide sociale de l'Eglise a été occupée par des lou-bards du parti au pouvoir, représentants du syndicat du parti. Tous les employés

et collaborateurs, une quarantaine, ont été contraints de quitter le syndicat libre pour soutenir les marionnettes du parti dirigeant. Qui résiste doit s'attendre à des représailles ! Le responsable n'ose pas déposer une plainte officielle ou dénoncer publiquement le harcèlement de ses collaborateurs, pour ne pas risquer de perdre son gagne-pain.

Chaque jour des mendiants frappent à la porte des curés. L'un ne peut pas payer une facture urgente du médecin ; l'autre a des enfants ou des petits-enfants (la plupart du temps des orphelins) renvoyés de l'école parce qu'ils n'ont pas payé leur cotisation scolaire. Ainsi, les factures et les commandements de payer s'amoncellent sur le bureau du curé, sans espoir. Qui peut payer des cents mille par jour, des millions par semaine ? On tente alors d'opposer des refus polis, sans s'énervier ni manifester du mécontentement.

Les grands pourtant, et le président le premier, jurent qu'aucun enfant ne doit être renvoyé de l'école pour des questions d'argent, qu'on ne doit refuser les soins à aucun patient pour cause de pauvreté. Pour ces messieurs, ces mensonges vont de soi ; ils se mentent à eux-mêmes. S'abuser soi-même devient une drogue qui permet de dissimuler la réalité. Il se peut qu'ils finissent par croire à leurs propres histoires, mais cet état permanent de mensonge constitue une véritable pollution qui empoisonne l'atmosphère. Systématiquement faussée, la parole ne signifie plus rien et la méfiance devient générale.

Chaque premier mercredi du mois, les grands-parents qui ont adopté des orphelins vont à la municipalité pour recevoir leur ration de nourriture de base. Leurs propres enfants sont décédés des suites du sida, et ces personnes âgées doivent assumer l'éducation de leurs petits-enfants. Nous leur sommes reconnaissants de le faire. Mais ils sont

pauvres et ont besoin d'aide. Ce mois-ci, ils s'en sont retournés les mains vides : aucun camion n'a livré l'aide alimentaire. Pourquoi ? Parce qu'interdiction a été faite à l'organisme d'aide d'importer des céréales, des oléagineux, des haricots, etc., sous prétexte que le pays en a suffisamment. Telle est du moins l'explication officielle.

### Cercle infernal

Un beau mensonge de propagande dans la perspective des prochaines élections parlementaires. Le parti prétend distribuer lui-même l'aide, pour pouvoir plastronner devant l'électorat et passer pour le sauveur de ceux et celles qui sont dans le besoin à la place des Eglises et des associations de bienfaisance. Toute aide est refusée aux personnes connues comme sympathisantes de l'opposition. C'est ainsi qu'on achète les votes et qu'on fait pression sur les électeurs.

Pour gagner les cœurs à la veille des élections, le gouvernement se fait l'avocat des petits ; il fait semblant de maîtriser l'inflation et l'augmentation du coût de la vie, les taxes scolaires, par exemple, que les parents doivent payer et sans lesquelles aucune école, même celles de l'Eglise, ne peut survivre. Ceux qui exigent des taxes trop lourdes sont dénoncés à la police.

Mais en même temps, le parti envoie les soi-disant représentants des employés chez les directeurs d'écoles et les curés, pour réclamer à grands cris et à coups de menaces une augmentation des salaires du simple au double ou au triple. Où trouver l'argent ? Personne ne s'en préoccupe. Quoiqu'ils fassent, les

responsables sont accusés d'exploiter parents et employés, sans qu'il y ait d'échappatoire.

La seule issue possible est de faire intervenir les employés de l'Eglise qui ont des « relations », familiales ou autres, avec les membres du gouvernement, ce qui coûte beaucoup de temps, demande des nerfs solides et de la patience. A la fin, le collaborateur ecclésiastique qui s'est prêté à ce manège doit encore s'entendre dire que le gouvernement est bienveillant envers l'Eglise dont il apprécie le travail, qu'il n'y a donc aucun motif pour que l'Eglise critique le gouvernement. Tout se règle ainsi au niveau personnel.

« Une main lave l'autre », dit le proverbe africain : tout service rendu appelle un autre service. Par exemple, que l'on se taise en public. Et dès que quelqu'un parle, le voilà pris comme une mouche dans une toile d'araignée ; il participe à la corruption du système. Un problème est résolu ; en même temps on promet de rester tranquille et on se trouve dans un beau pétrin.

**O. W.**

(traduction P. Emonet)